

En juin l'action syndicale continue avec le SNES-FSU !

Voici plusieurs mois que les personnels luttent sans relâche, manifestent, et se mobilisent notamment par la grève, en France comme dans le réseau d'enseignement français à l'étranger. **À l'AEFE, les mouvements de grève ont été fortement suivis** (voir les chiffres et actions [ICI](#)).

Aux problématiques générales Éducation et Fonction publique, qui sont la revalorisation des rémunérations (nécessaire à l'attractivité de nos métiers, qui n'est pas sans lien avec la question des détachements...), le retrait des réformes des lycées et du baccalauréat, le retrait des projets de loi « école de la confiance » et « Fonction publique », **s'ajoutent dans de nombreux établissements à l'AEFE et à la MLF, les blocages liés aux renouvellements de détachement des personnels résidents du 1er degré.**

Sur ce point, **la détermination des personnels a permis de premières victoires syndicales en Europe** (voir [ICI](#)). **Ailleurs, des blocages subsistent.** Comme chaque année maintenant, c'est l'incertitude qui règne dans l'ensemble du réseau : les syndicats de la FSU alertent et se mobilisent depuis longtemps sur ces questions ! La seule réponse du MEN jusque là a été de fragiliser un peu plus l'encadrement des titulaires dans le réseau, en imposant une mobilité à tous les nouveaux détachés au bout de 6 ans, mobilité forcée que nous continuons à combattre.

L'avenir de l'AEFE et de l'enseignement français à l'étranger n'est pas plus stable. La carence des moyens se poursuit et s'aggrave, la coupe budgétaire de l'été 2017 continue de produire ses effets destructeurs et **de nouvelles suppressions de postes massives s'annoncent pour le prochain Comité technique du 18 juin.** Il en va de même de la **destruction programmée des missions de l'Agence,** transformée dans tous les projets en opérateur de « marché éducatif ». L'Établissement public s'est totalement éloigné de ses missions d'excellence, au passage en ignorant la loi de 1990 et la mission de service public que celle-ci lui assigne, et l'Agence organise elle-même la privatisation de l'enseignement français à l'étranger, qui la détruira rapidement !

Dans ce contexte, et face à la surdité des différents interlocuteurs sur des dossiers pourtant majeurs, au coeur de nos mobilisations depuis des mois, **le SNES-FSU hors de France a déposé des préavis de grève sur l'ensemble des réseaux AEFE et MLF pour les journées du 6 juin et du 17 juin, dates des premières épreuves écrites de baccalauréat et de brevet dans la plupart des zones.** Il est urgent d'entendre la colère et l'exaspération des personnels, et d'y apporter des réponses permettant le retour à la sérénité. Celle-ci est indispensable pour **rétablir enfin un fonctionnement normal des établissements et mettre un terme à l'instabilité permanente, qui n'est pas l'avenir que nous voulons pour l'enseignement français à l'étranger.**

Sur les questions nationales (Éducation et Fonction publique), devant la gravité exceptionnelle de la situation et suite à la consultation des syndiqué.e.s, **le SNES-FSU appelle à la grève le 17 juin, date des premières épreuves écrites du bac en France.** Voir [l'appel unitaire national](#).

A l'étranger comme en France, l'appel à la grève le 1er jour des examens est une décision exceptionnelle et lourde de sens. Dans un contexte où le dialogue social est au point mort, où les personnels sont méprisés, ce n'est pas faute d'avoir alerté, et depuis longtemps, sur la gravité de la situation. **Le SNES-FSU hors de France appelle à la grève dans l'ensemble des réseaux d'enseignement français à l'étranger les 6 et 17 juin.**

Toutes et tous en grève les 6 et 17 juin, dans l'ensemble des réseaux AEFE et MLF !